

Il y a quelques semaines, plusieurs camarades appartenant au groupement des opérations militaires d'influence (GOMI) et au groupement interarmées « actions civilo-militaires » (GIACM) étaient tués par un kamikaze en Afghanistan. Ces décès et l'hommage qui leur a été rendu ont attiré l'attention du public averti sur ces composantes des forces armées en opération. Coïncidence du calendrier, ce 2 juillet 2012, a été créé le [centre interarmées des actions sur l'environnement](#) à Lyon, fruit d'une réflexion interne lancée en 2009. Le CIAE rassemble le GOMI et le GIACM afin de donner aux forces armées la capacité d'influencer leur environnement humain. Souhaitons une montée en puissance rapide pour cette unité interarmées.

En effet, avec l'Afghanistan, les forces armées françaises et l'OTAN en général ont redécouvert que les populations étaient au cœur des conflits et qu'il fallait les aborder différemment. Il s'agissait en effet de les préserver autant que possible des combats mais aussi de les convaincre pour qu'elles ne prennent pas partie. Depuis le début des années 2000, l'accent a été porté certes sur « les cœurs et les esprits » qu'il fallait gagner mais aussi et surtout sur une approche militaire qui vise à convaincre les acteurs locaux du bien fondé des opérations menées le plus souvent par des forces étrangères ou du moins à expliquer leur cadre général.

La France en a tiré toutes les conséquences avec l'élaboration d'un corpus doctrinal adapté et avec une montée en puissance des capacités. Ainsi un concept sur « [L'influence en appui aux engagements opérationnels](#) » a été signé le 31 mars 2012. Il a été traduit en anglais, présenté et diffusé auprès de l'OTAN en juin 2012 dans le cadre général de ses réflexions sur ce qu'elle appelle la communication stratégique.

Comme la lettre d'introduction du concept le précise, l'action des forces armées s'intègre dans ce qui est appelé « la juste puissance » (une traduction du smart power américain), qui vise à mettre en synergie tous les instruments de pouvoir autour d'une stratégie associant actions de persuasion et contraintes physiques, en l'occurrence le plus souvent le recours à la force.

En effet, les actions militaires ne suffisent plus pour résoudre un conflit. Les actions civiles doivent y être associées au sein d'une stratégie globale : actions diplomatiques, économiques, sociales, prise en compte des facteurs socioculturels. Comme le précise aussi le document sur la contribution militaire à l'approche globale publiée en 2011, une stratégie militaire d'influence doit l'accompagner pour expliquer et persuader les acteurs locaux. Sous l'expression de communication stratégique, l'OTAN la met en oeuvre en Afghanistan et la considère comme essentielle à la sortie du conflit.

Les armées se sont donc donné une nouvelle unité spécialisée en rassemblant des spécialités diverses mais complémentaires. Par son approche des réalités des populations, Ce type d'unité devrait largement contribuer à résoudre les enjeux opérationnels par un moindre recours à la force, exigence des démocraties en guerre aujourd'hui. Cette action sera sans doute moins coûteuse financièrement et humainement comme en témoignent les enseignements des conflits irakien et afghan (voir Rapport particulièrement intéressant de la Rand [« U.S. Military Information Operations in Afghanistan, 2001-2010 »](#)).

En revanche, cette approche interarmées bien que souvent du domaine terrestre conduit à une redistribution des moyens au sein des armées et pose effectivement débat. Une unité agissant

dans les champs immatériels avec des experts en sciences sociales, dans les différents domaines de l'influence et de l'information, en synergie avec ce qui est appelé cyberdéfense, appelle une « mise de fond » capacitaire du bon niveau, notamment en ressources humaines, en équipements, une meilleure coopération avec les universités aussi. Nos alliés comme les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni l'ont bien compris.

Il serait nettement souhaitable que le prochain Livre blanc prenne en compte cette problématique pour répondre aux nouveaux défis des conflits armés.